



PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

PRÉFECTURE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ, DE LA
LEGALITÉ ET DE L'ENVIRONNEMENT

Bureau de l'utilité publique, de la concertation
et de l'environnement

✓ Mission Enquêtes publiques et Environnement

ARRÊTÉ

portant ouverture et organisation d'une enquête publique sur la commune de SAINT-RÉMY-DE-PROVENCE en vue
du classement de cette commune au titre de site patrimonial remarquable

Le Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
Préfet des Bouches-du-Rhône

VU le code du Patrimoine, notamment les articles L631-1 à L631-5, R631-1 à R631-6 et D631-7 à D631-14 ;

VU le code de l'environnement, notamment les articles L123-1 à L123-19 et R123-1 à R123-27 relatifs au champ
d'application des enquêtes publiques et au déroulement de la procédure administrative de ces enquêtes ;

VU le décret n°2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites
patrimoniaux remarquables ;

VU le code des relations entre le public et l'administration ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de Saint-Rémy-de-Provence du 02 octobre 2018 ;

VU l'avis favorable de l'Architecte des Bâtiments de France du 05 octobre 2018 ;

VU la délibération du 08 novembre 2018 de la commission nationale du patrimoine et de l'architecture donnant un
avis favorable à la création de ce site patrimonial remarquable ;

VU l'avis favorable formulé le 22 octobre 2018 par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et
du Logement ;

VU l'avis de la direction départementale des Territoires et de la Mer du 31 octobre 2018 ;

VU le rapport d'étude préalable de la direction régionale des affaires culturelles, présentant l'élaboration du
périmètre, réalisé en novembre 2018 ;

VU le courrier de la DRAC du 26 juin 2019 sollicitant la mise en enquête publique ;

VU la liste départementale des commissaires enquêteurs pour l'année en cours ;

VU l'arrêté dressant la liste des journaux habilités à publier les annonces légales dans le département des Bouches-
du-Rhône pour l'année en cours ;

VU la décision n° E19000101/13 du 08 juillet 2019 de la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille désignant
le commissaire enquêteur chargé de conduire l'enquête publique ;

CONSIDÉRANT que le dossier d'enquête comporte l'ensemble des pièces exigées à l'article R341-4 du code
de l'environnement ;